

Burundi : la police nationale dément les rumeurs d'enlèvement d'enfants

@rib News, 10/05/2018 Source Xinhua La Police nationale du Burundi a démenti mercredi des rumeurs d'enlèvement d'enfants, destinées selon le porte-parole de ce corps à "perturber la quiétude de la population". Des informations qui circulent sur les réseaux sociaux et dans des rues et quartiers de la capitale burundaise rapportent l'existence d'un groupe de personnes qui enlèverait des enfants à des fins superstitieuses.

Selon Pierre Nkurikiye, porte-parole du ministre de la Sécurité Publique et de la Gestion des Catastrophes, ces rumeurs de kidnapping avancent que les auteurs de ces crimes promettraient une somme de 5.000 dollars à qui les aiderait. M. Nkurikiye a organisé une conférence de presse où il a formellement démenti ces informations qu'il a qualifiées de rumeurs "auxquelles on s'est habitué chaque fois qu'on approche des élections". "Ce sont des rumeurs sans fondement car il n'y a eu aucun cas constaté par les services en charge des enquêtes qui les confirmeraient", a assuré Pierre Nkurikiye, qui a ajouté que ces rumeurs n'avaient d'autres visées que de semer le trouble et la peur au sein de la population. Il a demandé à toute personne qui constaterait l'absence de son enfant de s'adresser à la police de la localité, à l'administration ou au comité mixte de sécurité pour que les enquêtes commencent immédiatement et que l'enfant soit retrouvé, au lieu de diffuser cette information dans la rue ou sur les réseaux sociaux. Il a également promis d'appréhender les personnes relayant ces rumeurs et de les traduire devant la justice. "Le ministre de la Sécurité Publique et de la Gestion des Catastrophes voudrait informer le public qu'il a demandé au service chargé des enquêtes d'appréhender toute personne relayant ces rumeurs afin qu'elle soit traduite devant la justice comme fautive de troubles", a déclaré P.Nkurikiye. Il a également demandé à la population d'être vigilante, de bien encadrer les enfants et surtout d'informer les forces de sécurité afin de déterminer qui était à l'origine des rumeurs. Ces rumeurs persistantes depuis deux semaines interviennent alors que les responsables des partis politiques et autres acteurs politiques battent campagne pour le référendum constitutionnel où ils appellent leurs militants en âge de voter se présenter aux bureaux de vote le 17 mai 2018 pour s'exprimer sur le projet de révision de la Constitution de 2005.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});